

LA SEMAINE PARLEMENTAIRE

du 1^{er} au 5 octobre 2018

FESSENHEIM : AVENIR ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

M. Raphaël SCHELLENBERGER a participé jeudi 4 octobre à Colmar à la **troisième réunion du comité de pilotage pour la reconversion du site de Fessenheim**.

- « *Les collectivités ont fait leur travail de construction d'un projet ambitieux. La balle est maintenant dans le camp de l'Etat pour mettre en place le financement et lever les nombreux freins réglementaires et législatifs* ».

Alors que l'examen du projet de loi de finances pour 2019 débutera en commission le mardi 9 octobre, M. SCHELLENBERGER défendra des amendements afin de mettre à jour le fonctionnement du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et de faire de la fiscalité un véritable outil de développement économique du territoire.

PROJET DE LOI EGALIM

Mardi 2 octobre en séance publique, M. SCHELLENBERGER a voté contre l'adoption du projet de loi *pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGALIM)*.

Les **conséquences économiques pour notre industrie de l'article 14 septies**, qui interdit à compter du 1er janvier 2022 la production, le stockage et la circulation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives fabriqués en France puis exportés en dehors de l'Union européenne, **ne sont pas maîtrisées**.

- « *Plusieurs dizaines de sites industriels concernés par ces activités en France et notamment en Alsace, dans ma circonscription, pourraient voir leur activité économique inquiétée par la mise en œuvre d'une telle disposition d'interdiction prise dans la précipitation* » ;
- « *Par cette norme nouvelle et contrairement aux belles déclarations d'intentions du Gouvernement, la France sur-transpose une fois de plus une directive européenne sans besoin, pénalisant ainsi ses acteurs économiques* ».

FINANCES LOCALES - INVESTISSEMENT

M. Raphaël SCHELLENBERGER a appelé l'attention, mercredi 3 octobre en commission des Lois, de M. Didier MIGAUD, Premier président de la Cour des comptes, sur le **besoin d'investissement des collectivités locales pour l'entretien du patrimoine et des infrastructures dans un contexte difficile de baisse de dotations**.

LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES DE DECHETS

M. Raphaël SCHELLENBERGER est le premier co-signataire de la proposition de loi de son collègue LR Julien DIVE *visant à lutter contre le développement des dépôts sauvages*. Ce texte reprend notamment la **proposition de M. SCHELLENBERGER d'autoriser la mobilisation d'outils de vidéo-surveillance pour lutter contre ce fléau** et prévoit la création d'un article dans le code pénal **augmentant le montant des amendes** dans le cas de dépôts sauvages de déchets.